

CIBLE

Périssoire

Préésentant ses vœux à la presse, le président du groupe socialiste à l'Assemblée nationale a dénoncé le plan chiraquien pour l'emploi. C'est son droit le plus strict.

Mais de quoi se mêle Jean-Marc Ayrault lorsqu'il proclame à ce propos que « le gaullisme social est bien mort » ?

Le Parti socialiste compterait-il parmi les nostalgiques du gaullisme ? Ses dirigeants ne cessèrent de dénigrer le projet gaullien de « participation » - et l'ensemble de l'œuvre du général de Gaulle.

Le chef du groupe socialiste considère-t-il que Jacques Chirac était gaulliste social - alors qu'il est de notoriété publique que le chef de l'État fut le disciple du très conservateur Pompidou ?

Jean-Marc Ayrault joue une comédie dérisoire qui n'abusera personne : le gaullisme social, qui survit en attendant de renaître, n'a pas besoin des homélies d'un complice des naufrageurs rocardiens et jospinistes de l'État social fondé à la Libération.

A propos de naufrage, il est comique de comparer le gouvernement à un « bateau ivre » lorsqu'on se promène en périssoire sur les eaux calmes d'un lac de canton.

JOURNALISME

Une presse normalisée

Histoire

**Farah Diba
témoigne**

p. 4

Mise au point

**Élections
en Serbie**

p. 3

Courrier

C'est vous qui le dites...

ŒCUMÉNIQUE

Bien que je sois plutôt « légitimiste » (mais membre de l'œcuménisme *Alliance Royale*), votre publication (et *Cité* aussi) intelligente et agréable, souvent brillante, avec toujours, aussi, du fond, m'intéresse bien sûr au plus haut point : vous avez ma sympathie et je la fais connaître autour de moi !

A.-P. R. (Haute Savoie)

ANGLICISME

Dans *Royaliste* n° 825, je lis, sous la plume d'Yves La Marck :

« Elle est un partenaire incontournable des enjeux globaux depuis la non-prolifération nucléaire jusqu'à la globalisation économique et financière » et, plus loin : « La Chine a en effet globalement un commerce extérieur parfaitement équilibré »

Je suis un peu peiné de trouver à trois reprises l'anglicisme « global » ou « globalisation » dans un sens qui n'existe pas dans notre langue (me confirme le Petit Robert qui ne cite même pas « globalisation »)

En français, nous avons en effet un mot simple qui traduit l'anglais « global » : il s'agit

de mondial (et d'où découle le substantif mondialisation).

Je suis hélas habitué à lire ou à entendre le mot « globalisation » dans les médias les plus médiocres et les plus anglo-maniques mais je suis surpris de le découvrir dans *Royaliste* !

En espérant que l'auteur ne m'en voudra pas.

C.M. (Puy de Dôme)

MESSMER

Dans *Royaliste* n°829, en rendant compte du livre d'entretiens entre Pierre Messmer et Philippe de Saint Robert vous écrivez que l'ancien ministre des Armées « s'explique longuement, sans rien renier de ses jugements et décisions de l'époque » sur son attitude lors de la guerre d'Algérie. Parmi ces décisions il ne faudrait pas oublier qu'il y en eut de particulièrement scandaleuse : je pense particulièrement à l'abandon des harkis et à l'interdiction faite aux militaires de l'armée régulière de les aider à fuir et à passer en métropole. Des milliers d'entre eux périrent alors après avoir été torturés d'une manière effroyable. Sur ce sujet là on aurait pu au moins espérer que Messmer regrette ses choix...

J.A. (Loire Atlantique)

DÉCOUVERTE

Comme vous me l'avez proposé par internet, je veux bien recevoir un numéro gratuit de votre revue royale ; ça ne peut pas nous faire de mal de lire ce que les royalistes pensent et préconisent comme changement de société ! Après tout, notre histoire a été faite par huit siècles de monarchie ; il est juste que nous respectons ce passé qui a marqué ce que nous sommes devenus aujourd'hui, même si la plupart ne s'en rendent pas compte !

J. M. (Bouches-du-Rhône)

RÉAPPRENDRE À SOURIRE

Perceptible à travers les sondages, le peu d'enthousiasme manifesté par la population pour octroyer le droit de vote (et d'éligibilité) aux étrangers non-européens, s'il me choque, ne m'étonne nullement.

Comment serions-nous ouverts aux préoccupations des allochtones alors que nous nous montrons déjà si insensibles, si indifférents, à la détresse de nos concitoyens, de nos proches, de nos voisins ? De nos semblables ? ...

Quel monde froid, dur, inhumain que le nôtre ! Un monde où les gens se sentent agressés lorsqu'on leur dit bonjour, qu'on leur adresse la parole ! Un monde où la politesse, le dialogue, le respect de l'autre ne sont plus, depuis longtemps, des valeurs défendues et mises en exergue par l'institution scolaire. Un monde où, faute de repères, tant d'hommes et de femmes s'égarent dans la délinquance, la drogue, l'alcoolisme, la dépression, le suicide !

Comment aimer un monde où les injustices sont de plus en plus criantes de jour en jour ? Un monde où le fossé entre les plus nantis et les plus démunis n'a de cesse de se creuser. Un monde où les uns gaspillent allègrement (et scandaleusement !) tandis que les autres connaissent les privations. Un monde fait de souffrances, d'injustices, de misère.

Allons-nous continuer à cultiver la haine, l'indifférence ? L'histoire nous enseigne qu'une civilisation sur le déclin, inquiète quant à son avenir, a tendance à se replier sur elle-même et à ériger des murs là où l'on devrait construire des ponts.

Avant qu'il ne soit trop tard, réapprenons à sourire. Réapprenons à tendre la main. Réapprenons à aimer.

M. T. (Belgique).

LE COMTE DE PARIS À CALAIS

Dans ses *Mémoires d'exil et de combats* le comte de Paris a, brièvement, relaté la levée de la loi d'exil et son retour en France par Calais (levée de la loi d'exil le 15/5/1950 et passage à Calais le 5/7/1950).

Afin de pouvoir rédiger un article pour la revue d'histoire locale de Calais (nombre de Calaisiens ignorent l'événement) et de faire apposer une plaque commémorative sur le lieu du débarquement, un lecteur recherche tous renseignements complémentaires : photocopies d'articles de presse, reproductions photographiques, etc.

S'adresser à *Royaliste* qui transmettra.

royaliste

SOMMAIRE : p.2 : Courrier - p.3 : Salir et insulter - Signes - p.4 : Un président sans vergogne - Non à la TVA à 5,5 % - p.5 : L'exception et la règle - p.6/7 : Copies conformes - p.8 : Homère - Quand un ultra-libéral... - p.9 : Etre juif - p.10 : Farah Pahlavi - p.11 : Action royaliste - p.12 : Editorial : Déceptions monétaires.

RÉDACTION-ADMINISTRATION
17, rue des Petits-Champs,
75001 Paris

Téléphone : 01.42.97.42.57
Télécopie : 01.42.96.05.53
Dir. publication : Yvan AUMONT
Com. parit. 51700 - ISSN 0151-5772

Bulletin d'abonnement

Nom/Prénom :

Adresse :

Profession : Date de naissance :

souscrit un abonnement de :

☐ trois mois (20 €) ☐ six mois (30 €) ☐ un an (46 €) ☐ soutien (100 €)

ROYALISTE, 17, rue des Petits-Champs, 75001 PARIS - CCP 18 104 06 N Paris

Salir et insulter

Dans la presse issue de la « génération morale », le commentaire des élections législatives en Serbie a consisté à reprendre les préjugés courants sur cette nation souffrante et sur l'ensemble de ses habitants.

Les Serbes ? Des nationalistes. Des revanchards. Des complices de généraux assassins.

Vu des bureaux parisiens du *Monde* et de *Libération*, les élections législatives du 28 décembre devaient donc se traduire par un « raz de marée » ultra-nationaliste : voilà qui aurait conforté les préjugés haineux et méprisants des disciples du quartier de charlatans qui vaticinent sur les Balkans depuis une quinzaine d'années.

Manque de pot ! La poussée extrémiste n'a pas atteint le point critique qui aurait déclenché les grandes orgues antifascistes. On a souligné la victoire du Parti radical serbe de Vojislav Seselj, arrivé en tête avec 27,61 % des voix, on a souligné l'élection de Slobodan Milosevic et *Libération* (30/12/03) s'est empressé de titrer que « *Les Serbes cèdent aux voix xénophobes* ».

Le lendemain, l'éditorialiste du *Monde* (31/12/03) évoquait en termes épouvantés le triomphe des criminels de guerre dans une Serbie dressée contre le tribunal de La Haye (TPIY) avant de rendre son jugement : « *Il serait erroné de penser que la Serbie a du mal à en finir avec de vieux démons. Ils sont toujours son quotidien. L'examen de conscience n'a pas eu lieu parce que nul, hormis le TPIY, ne le réclame (...)* ».

Ce moralisme est imbécile : ceux qui connaissent un peu la

Serbie savent que la plupart de ses habitants sont hantés par les guerres civiles qui ont ensanglanté au XX^e siècle la Yougoslavie et qu'ils ne cessent de s'interroger sur les terribles enchaînements qui ont conduit aux récents massacres.

Cette diabolisation est dangereuse car les Serbes, qui comptent parmi eux quelques milliers de massacreurs et des centaines de milliers de victimes, ne comprennent pas pourquoi ils sont considérés comme seuls coupables alors que les Croates et les Bosnomusulmans disposaient aussi de milices d'assassins. C'est parce qu'ils sont régulièrement salis et insultés que de nombreux Serbes votent, par défi, pour les extrémistes. C'est parce que les élites ouest-européennes donnent plus de cours de morale que de crédits utiles au développement économique que de nombreux électeurs, appauvris et désespérés, apportent leurs suffrages aux partis qui se réclament de V. Seselj et S. Milosevic.

Faut-il pour autant dramatiser les élections du 28 décembre ? Une semaine après son article alarmiste, *Libération* publiait l'analyse informée et nuancée d'Yves Tomic. Ce chercheur montre que le succès du Parti radical serbe s'explique par la faible participation au scrutin (58,75 %) et que les partis nationalistes-autoritaires ne représentent que 20,69 % des suffrages - le SPS de Milosevic n'obtenant que 7,61 % des voix, ce qui leur donne

82 sièges. Les trois principaux partis démocratiques ont quant à eux obtenu 41,76 % des suffrages (124 sièges), auxquels il faut ajouter les 7,66 % obtenus par la formation explicitement monarchiste de Vuk Draskovic (23 sièges) ce qui donne la majorité absolue aux formations modérées.

Nous attendons du *Monde* qu'il s'excuse pour avoir sali et insulté le peuple serbe dans son ensemble - mais il est probable que nous attendrons longtemps.

Nous attendons aussi, de nos éminents confrères, qu'ils cessent de mentir par omission. Les médias serbes et la presse étrangère évoquent régulièrement l'action du prince Alexandre de Yougoslavie et soulignent que la question de la monarchie est désormais posée en Serbie. La plupart des Français sont tenus dans l'ignorance de ce fait.

Cette censure n'est pas une manifestation parmi d'autres de l'hystérie anti-serbe : nous avons souvent constaté que les médias ignoraient le roi Michel de Roumanie (même lorsqu'il fut accueilli par un million de Roumains à Bucarest) et le roi Siméon de Bulgarie (réduit à quelques clichés méprisants lorsqu'il remporta les élections législatives et devint Premier ministre de son pays).

Nous ne demandons pas qu'on fasse l'apologie du prince Alexandre. Il serait tout à fait normal que certains de nos confrères fassent la critique de cette personnalité politique et affirment que la monarchie n'est pas une perspective crédible. C'est le silence qui n'est pas acceptable, parce qu'il procède de l'inculture et du mépris.

Maria DA SILVA

Signes

Comme prévu, le projet de loi sur l'interdiction des signes religieux produit son effet : il agit comme révélateur de différences pleinement acceptées et soulève des difficultés que la future loi sera bien en peine de résoudre.

A Mayotte, par exemple, il s'agira de distinguer le voile islamique de la coiffe coutumière des mahoraises musulmanes - le seyant *kichali* qui n'a rien à voir avec la conviction religieuse aux dires du député de Mayotte qui siège sur les bancs de l'UMP.

Comme cela ne coûte rien et risque de rapporter gros (deux douzaines de voix aux régionales) des députés de la majorité souhaitent que la loi interdise aussi les insignes politiques.

Voilà qui ouvre le champ à de passionnantes discussions. Si le port du *keffieh* semble indiquer un engagement clair du lycéen de Saint-Rémy-sur-Deule aux côtés de Yasser Arafat, le foulard rouge noué autour d'un cou gracieux constituera-t-il le motif d'une exclusion pour communisme impénitent ?

La fleur de lys devrait remporter la palme - si l'on ose dire - au grand concours de la ratiocination sémiologique. Peu portée comme insigne, la petite fleur décore les cravates et le linge de toilette, les chemises et les caleçons ; elle sert de motif à des broches, des boutons de manchettes - il est vrai rarement portés par les lycéens. Elle figure sur divers objets aux armes de la bonne ville de Lille. C'est aussi l'insigne politique des bosno-musulmans, qui comptent de fervents défenseurs en France.

Nous souhaitons bien du plaisir au législateur.

Jacques BLANGY

Un président sans vergogne

Au moment où des citoyens sont massivement exclus de l'assurance-chômage, Jacques Chirac annonce un plan de mobilisation pour l'emploi qui répond aux attentes du Medef et qui constitue une manière ouverte de se moquer du monde.

Le 1^{er} janvier, cent quatre vingt mille demandeurs d'emploi ont perdu leur droit à l'assurance-chômage. Telle est la conséquence de l'accord conclu le 20 décembre 2002 entre le Medef, la CFE-CGC, la CFTC et la CFDT et qui prévoit la réduction de la durée d'indemnisation (de 30 à 23 mois) des chômeurs qui ont cotisé pendant 14 mois sur une période de deux ans. Certains des exclus ne toucheront plus rien car ils ont des revenus suffisants (par exemple si le conjoint travaille). D'autres toucheront l'Allocation Spécifique de Solidarité, dont le montant a été réduit, ou le RMI.

Motif de l'exclusion ? Toujours le même. Les chômeurs coûtent trop cher ! Le déficit de l'assurance-chômage est insupportable ! Au lieu de chercher des solutions structurelles, on baisse les indemnités. Et on continuera à exclure automatiquement l'année prochaine des centaines de milliers de personnes privées d'emploi.

Le gouvernement, dont on connaît l'insupportable compassion, a multiplié les « signaux forts » en direction des gens qui sont « en difficulté » : plusieurs visites de Jean-Pierre Raffarin et de François Fillon à des organisations caritatives. Message : les braves gens de la gouvernance parlent aux braves gens des associations afin qu'ils se décarcassent encore plus pour les pauvres gens.

Puis Jacques Chirac s'est mis sur le coup, annonçant une « grande loi de modernisation pour l'emploi ».

Encore un « signal fort » ? Oui, mais le problème est que sa véritable portée a été immédiatement perçue par tout un chacun. D'abord, on sait d'expérience que « modernisation » signifie ultra-libéralisme aggravé. Ce que le président de la République a confirmé en utilisant les mots et les formules chères aux idéologues du marché : « libérer » la capacité d'investissement, améliorer « l'attractivité » de la France, « clarifier » le Code du Travail... La création de « contrat de mission » est dans l'air et on devine que le projet va dans le sens d'une flexibilité accrue du travail compensée par des « garanties » contre l'inflation (?) et par la nomination d'un *Monsieur Exclusion* - ce qui est une autre manière de se moquer ouvertement du monde.

Comme les innombrables victimes du durcissement de l'ultra-libéralisme ne peuvent faire entendre leur voix, on imagine en haut lieu que tout cela passera comme une lettre à la poste (à l'époque où La Poste se consacrait à ses missions de service public). Puis on s'étonnera, la bouche en cœur, que des millions d'électeurs votent pour des candidats extrémistes.

Annette DELRANCK

Non à la TVA à 5,5 % !

Le 12 décembre dernier, le Conseil économique et financier de l'Union Européenne dit Ecofi a rejeté à la quasi-unanimité de ses membres la proposition française de baisse de la TVA pour la restauration classique.

Apparemment cette mesure, faisant passer le taux de 19,6 % à 5,5 %, allait de soi puisqu'elle mettait à égalité la restauration classique avec la restauration rapide et la vente à emporter qui bénéficiaient déjà de ce taux. Encore fallait-il ne pas déplaire à la Commission de Bruxelles et aux petits pays membres de l'U. E. qui se sont astreints à la rigueur pour respecter le pacte de stabilité.

Toutefois on ne peut que s'interroger sur l'efficacité réelle d'une telle mesure : les prix de la restauration classique baisseront-ils vraiment ? Les professionnels vont-ils vraiment créer tous les emplois promis ou augmenter les salaires dans une profession qui est bien connue pour être l'une des plus en retard socialement parlant ? D'autre part aucune étude n'a été menée pour connaître l'impact sur les finances publiques et le résultat réel pour l'économie d'une mesure identique, appliquée, depuis septembre 1999, aux travaux domestiques et d'amélioration de l'habitat.

Les promoteurs de la baisse de TVA de 19,6 à 5,5 % ont donc plutôt agi sous l'effet des modes économiques dominants. Pour le premier cas cité, celui de la restauration rapide, il s'agit d'un cadeau fort douteux qui a entraîné de façon justifiée la demande de réciprocité de la restauration classique. Cette demande a été remise à l'ordre du jour du

prochain Ecofi le 20 janvier. Mais, les mêmes causes produisant les mêmes effets, aucune baisse ne sera sans doute décidée avant longtemps.

D'une façon plus générale, pourquoi baisser les taux de TVA à 5,5 % dans tel ou tel secteur d'activité ? On peut toujours trouver de bonnes raisons pour multiplier ce genre de fausses bonnes actions mais il ne faut pas oublier que la TVA représente la majeure partie des recettes fiscales. D'autant plus qu'il est de bon ton, à droite comme à gauche, de baisser les taux de l'impôt sur les revenus de façon plus favorable pour les hautes tranches. Baisse dont l'effet majeur est de favoriser un taux d'épargne record (17 % des revenus) et de créer une frénésie boursière créatrice de bulles spéculatives, au détriment de la consommation. Le milieu dirigeant, alternance après alternance, est en train d'organiser volontairement l'appauvrissement de l'État selon la crainte, pour une fois justifiée, exprimée il y a quelques années par Michel Rocard. De plus, en ce qui concerne les taux de TVA, il y a une marge entre 5,5 et 19,6 % qui permettrait de fixer un taux intermédiaire acceptable pour les deux parties concernées. Il suffirait pour cela d'avoir la volonté d'affirmer, face à la Commission de Bruxelles, notre liberté de choisir notre destin.

Philippe LABARRIÈRE

L'exception et la règle

Purement franco-français, le discours du président de la République sur la laïcité a eu une répercussion mondiale. Le bilan est globalement positif. Il reste à harmoniser notre politique étrangère avec notre politique intérieure.

Personne ne s'est beaucoup inquiété des répercussions internationales de nos débats franco-français. C'était délibéré. Nous ne voulions pas paraître agir sous influence. Et pourtant l'élément déclencheur de toute cette agitation n'était autre, semble-t-il, que le conflit israélo-palestinien, voire le terrorisme islamiste du 11 septembre. L'ordre public, plus que la laïcité en soi, est en droit international seul à l'origine de mesures restrictives de libertés publiques, en l'occurrence de la liberté religieuse.

Nos dirigeants ne sont pas naïfs à ce point d'ignorer le retentissement de leurs actions hors de nos frontières. Ce qu'ils qualifient à plaisir d'« exception culturelle » française recoupe en réalité une interrogation universelle. À travers la diversité historique des régimes de relations entre les Églises et l'État en Europe (Église établie, concordat, séparation), on note une convergence indéniable sur le fond des choses, la distinction du temporel et du spirituel. Les États-Unis, quoi qu'ils en disent, ne sont pas loin, sur l'islamisme chez eux, de positions « laïques ». Reste notre « politique arabe ».

Il devrait être clair que celle-ci ne doit pas souffrir de la législation sur la tenue vesti-

mentaire dans les écoles publiques de la République. Au temps où la monarchie s'attaquait aux places fortes protestantes à l'intérieur du Royaume, nous demeurions fidèles à nos alliances avec les princes protestants allemands et le roi de Suède. Au contraire, nous sommes d'autant plus libres d'affirmer nos amitiés arabes que personne ne peut penser que nous sommes à l'intérieur de l'hexagone otages d'un « vote » arabe. La loi proposée devrait aussi nous laver du péché originel d'antisémitisme. La politique étrangère de la France ne se décide ni dans les quartiers juifs ni dans les banlieues beurs.

Au-delà, pouvons-nous nous prévaloir, comme nous l'avons déjà suggéré dans ces colonnes, d'une « politique musulmane » : à partir de l'Islam français, faire avancer la cause d'un Islam moderne, « laïque », dans les pays à majorité musulmane qui nous sont le plus proches : au Maghreb, au Liban, en Afrique de l'Ouest ? L'Islam sunnite ne connaît pas d'autorité universelle. Al-Azhar en Égypte n'est pas le Vatican, ni même La Mecque des musulmans à travers le monde. L'imam Tantaoui, en recevant M. Sarkozy, comme quelques années plus tôt M. Chevènement, est resté fidèle à une

distinction traditionnelle, médiévale au sens strict, entre pays musulmans et pays non-musulmans : obligation du voile dans les premiers, respect de la loi civile dans les seconds. Il était inutile d'aller au Caire pour aboutir à cette conclusion. La politique française n'a rien à voir avec cette fatwa qui enferme au contraire les musulmans dans les pays amis et ouvre la voie à une réaction inverse à celle que nous aurions voulu susciter, sans avoir à le dire. La liberté religieuse est indivisible. Elle n'est pas « vérité en deçà des Pyrénées, erreur au-delà », au temps où les Pyrénées avaient été la frontière entre pays de Chrétienté et Islam. La liberté de porter ou non le voile doit pouvoir être affirmée au Caire comme elle l'est à Marseille ou à Alger. Allons au bout de nos principes. Soyons laïques au sud de la Méditerranée comme nous le sommes au nord. Alors oui notre politique sera cohérente, logique et crédible hors de nos frontières.

Le discours sur l'exception française est contradictoire avec celui sur les valeurs qui, elles, sont universelles. Il n'y a pas l'exception et la règle. Nous devons avec raison faire en sorte que notre comportement puisse être érigé en règle. Nous devons pour cela harmoniser notre politique étrangère avec notre politique intérieure. Toute contradiction, voire dissociation, entre les deux sera intenable.

Yves LA MARCK

BRÈVES

♦ **ITALIE** – C'est une fille ! Le prince Emmanuel-Philibert de Savoie et son épouse née Clotilde Cou-rau sont, depuis le 28 décembre, les heureux parents d'une petite Vittoria, prénom choisi en hommage à son grand-père Victor-Emmanuel, chef de la Maison de Savoie. L'enfant est né à Genève, et non en Italie comme ses parents l'auraient souhaité, car le prince Emmanuel-Philibert, victime début décembre d'un grave accident de moto, y est encore immobilisé.

♦ **AFGHANISTAN** – Adoptée début janvier par la Loya Jirga, réunie à Kaboul, la nouvelle constitution afghane confirme que le roi Zahir Chah est tiré à vie « Père de la Nation ». En dépit de son âge - il est dans sa quatre-vingt-dixième année - le roi est resté très actif et exerce un rôle discret mais efficace dans la politique afghane.

♦ **NORVÈGE** – Le roi Harald étant toujours empêché en raison de l'opération qu'il a subie, c'est en tant que régent du royaume que son fils, le prince héritier Haakon Magnus, a prononcé le traditionnel discours de vœux à la nation. Dans celui-ci le prince a incité les Norvégiens à prendre conscience de la valeur de la société multiculturelle qui est en train de naître en Norvège : « Nous devons relever le défi d'apprécier les opinions différentes et les nouvelles idées. La crainte de l'inconnu inhibe souvent l'imagination et les pensées originales. Mais tant que nous sommes solidement ancrés nous pouvons oser de nouvelles voies ».

♦ **CAMBODGE** – Le roi Norodom Sihanouk étonnera toujours ! Pour qu'il y ait « communication quotidienne entre moi et le reste du monde, et surtout avec mes chers compatriotes d'outre-mer », le roi a ouvert un site internet (norodomsihanouk.info) sur lequel il publie quotidiennement ses commentaires – la plupart du temps en français – sur les événements agitant le royaume. Ici pas de propagande, pas de langue de bois, ce qui fait que ce site connaît un succès grandissant avec plus de mille visiteurs par jour. Pour Pierre Gillette, rédacteur en chef du quotidien *Cambodge Soir* « il est devenu indispensable pour toute personne qui s'intéresse à la politique cambodgienne, notamment les diplomates et les journalistes, de ne pas consulter ce site ».

♦ **MAROC** – Le roi Mohammed VI a gracié, à l'occasion de la nouvelle année, plusieurs condamnés, détenus dans les prisons marocaines. Parmi les graciés figure le journaliste Ali Lambaret. Ce franco-marocain qui dirigeait deux journaux satiriques, spécialistes de la provocation, avait été condamné en juin dernier à trois ans de prison ferme pour outrages répétés à la personne du roi.

Fondateur du mensuel alternatif *Fakir* à Amiens, collaborateur du *Monde diplomatique*, François Ruffin est

journaliste, sorti diplômé du Centre de Formation des journalistes. En élève appliqué, il a mené une enquête journalistique sur sa propre école, analysant le discours des professeurs et les méthodes d'enseignement. Le résultat est accablant : les jeunes journalistes apprennent le cynisme, le recopiage, la courtoisie et finissent par intérioriser les contraintes techniques de la production ainsi que les préjugés sociaux et les préceptes de l'ultra-libéralisme.

Les conditions de la formation

■ **Royaliste :** Votre critique du journalisme tel qu'il est actuellement pratiqué est-elle née lors de vos années d'études ?

François Ruffin : Non, pas tout à fait. Avant d'entrer au Centre de Formation des journalistes, j'avais un regard critique sur le journalisme mais c'était une critique externe : celle de l'auditeur de *France Inter* qui s'indigne parce que le journal s'ouvre sur trois courses à la voile alors qu'il y a des informations beaucoup plus importantes à présenter et à commenter. Mes études au CFJ m'ont permis de faire une critique interne - celle des contraintes qui pèsent sur la profession.

■ **Royaliste :** Pourquoi concentrez-vous vos critiques sur le CFJ ?

François Ruffin : En tant que telle, cette école ne m'intéresse pas beaucoup : le CFJ forme chaque année une cinquantaine de journalistes, ce qui est peu puisqu'il y a en France quelque trente mille journalistes professionnels. En revanche, il est intéressant d'observer les enseignants, qui viennent des grandes radios généralistes, des principales chaînes de télévision, du *Monde*, du *Figaro*, du *Nouvel Observateur*...

Cette concentration de professionnels de l'information en un même lieu est un phénomène rare et riche d'enseignements : on imagine une belle diversité de talents et de points de vue, alors que l'homogénéité est frappante.

On peut aussi regarder de près le devenir des élèves du CFJ : selon mon propre relevé, soixante sont employés dans la presse régionale, soixante-cinq travaillent au *Monde*, cent cinquante sont à l'AFP, une vingtaine au *Figaro*. Le CFJ alimente donc principalement les médias dominants.

Enfin, quand on suit l'enseignement du CFJ, on a le privilège d'entendre des paroles non autorisées. Par exemple, Laurent Joffrin répondant à une question sur les lacunes d'un reportage sur le Maroc répond que « *Le Nouvel Observateur, c'est un Gala pour riches* ». Au CFJ, les « grands professionnels » se sentent en famille et se relâchent quelque peu, comme à la fin d'un repas de communion.

■ **Royaliste :** Vous parliez de « contraintes professionnelles »...

François Ruffin : Ce sont des contraintes que le journaliste intériorise au cours de ses années d'études. Il ne s'agit pas du respect de la charte du journaliste, mais de contraintes relatives à la production.

La profession est en effet soumise à une exigence de productivité : un élève du CFJ fait en moyenne un papier par jour ; quand il s'en va travailler dans la presse régionale, il produit ordinairement quatre ou cinq articles par jour. Cette cadence excessive incite au recopiage : on pompe allègrement les dépêches de l'AFP.

Par ailleurs, les formats sont totalement intériorisés : pour le

professeur de journalisme, il est impensable de faire un sujet de trois minutes à la télévision et l'élève n'imagine pas qu'on puisse consacrer plus d'une minute quinze secondes à une question, avec des « sonores » - des petits bouts d'entretiens - qui ne doivent pas dépasser quinze secondes. Ce qui est vraiment très peu pour exprimer une opinion...

On observe aussi une certaine régression intellectuelle. Le CFJ se présente comme la plus grande école de journalisme de France, « *sinon d'Europe* » nous disait-on, mais il n'y a pas de bibliothèque. Plus grave encore, cette absence n'a jamais été ressentie par les élèves. Je n'ai jamais entendu un professeur recommander un ouvrage ! Comme je venais au Centre avec des livres pour ne pas m'ennuyer, j'ai été repéré : « *Toi, m'a-t-on dit, on a vu tout de suite que quelque chose n'allait pas : tu venais aux réunions avec des livres* ». Les livres sont en effet inutiles puisque les conditions de la production imposent qu'on traite l'information à partir de dépêches et de deux ou trois coups de téléphone.

■ **Royaliste :** Dans ces conditions, comment l'actualité est-elle envisagée ?

François Ruffin : C'est un des thèmes qui revient constamment à l'intérieur du CFJ. Savoir comment les enseignants conçoivent l'actualité et comment elle se fabrique permet de comprendre comment s'opère la sélection dans l'actualité.

L'actualité, ce sont des milliers d'événements grands et petits qui surviennent chaque jour. Comment se fait-il qu'un seul et même événement soit repris par l'ensemble des journalistes - souvent au détriment d'informations importantes ?

Prenons un exemple : un célèbre restaurateur, Bernard Loiseau, s'est suicidé il y a quelques mois. L'information a été reprise en boucle sur *France Info*, elle a été présentée comme premier sujet sur *Europe 1* et sur *RTL* puis publiée le lendemain à la Une de l'ensemble des quotidiens. Chaque année, il y a 12 000 suicides en France, et trois par jour dans les



S ies mes

prisons françaises. Ces milliers de suicides sont aussi des sujets d'actualité mais ils comptent dix mille fois moins que le suicide de Bernard Loiseau.

■ Royaliste : Pourquoi ?

François Ruffin : L'actualité se construit d'abord par les services de communication, ensuite par une présupposition des résultats de l'Audimat, enfin par un comportement grégaire.

Quant aux techniques de communication, je veux insister sur le fait que l'événement ne se produit pas, il est produit par un certain nombre d'institutions et d'organisations : les ministères, les syndicats, les

associations... dont l'agenda détermine l'actualité médiatique.

Par exemple, une conférence de presse au ministère des Affaires sociales sur les emplois-jeunes provoquera la rédaction de trois papiers : un avant-papier sur « ce que va dire le ministre », un papier relatant ses déclarations et un troisième papier sur les réactions aux propos ministériels. Puis la question des emplois-jeunes sort de l'actualité et on ne peut plus y revenir sous forme d'enquête approfondie. De même, c'est quand la sécurité routière est passée au rang de priorité gouvernementale qu'elle est devenue une priorité médiatique - sinon on se contentait d'évoquer les huit mille morts par an (avant 2003) à la veille des grands départs en vacances.

Bien d'autres exemples montrent qu'une situation connue (les accidents, le surendettement des ménages) devient un problème médiatique lorsque le gouvernement annonce une solution à ce problème.

Les associations se sont mises, elles aussi, à produire des événements : par exemple la journée de la misère organisée par ATD Quart Monde. Ce jour-là, les salles de rédaction sont à la recherche de pauvres : on en trouve un petit troupeau à l'heure de la cérémonie sur le parvis du Trocadéro, très accessible en métro, ce qui permet de mettre l'entretien dans la boîte en une petite heure. La production d'événements s'adapte donc

très bien aux contraintes des journalistes.

■ Royaliste : Comment parvient-on à anticiper les résultats de l'Audimat ?

François Ruffin : À l'école, un jeudi de l'Ascension, un de mes camarades propose un sujet sur le commerce équitable. L'enseignant lui répond que ce n'est pas d'actualité car les magasins sont fermés et l'invite à enquêter sur les apéritifs préférés des Français, ce qui, explique-t-il, intéresse quinze à seize millions de téléspectateurs. Mon camarade restant dubitatif, l'enseignant lui fait observer qu'il y a eu ce matin-là un coup de froid et suggère un sujet sur le thème : « Faut-il rallumer son chauffage ? ». Mon camarade a donc fait un micro-trottoir sur ce thème - et j'ai fait ce même type de « reportage » sur le retour du printemps... Il y a ainsi des sujets « incontournables » qui sont supposés faire de l'Audimat : Michael Jackson, la vague de froid, le dernier « chef d'œuvre » cinématographique.

■ Royaliste : Ceux qui commandent de tels reportages sont-ils persuadés qu'ils traitent l'actualité ?

François Ruffin : Non. On cherche « ce qui va marcher » pendant une journée ou une semaine et on peut faire la promotion d'un film en sachant qu'il est médiocre mais on suppose qu'il va plaire à « Madame Michu » - car il faut savoir que les professionnels de l'information sont de grands « michologues ».

A force de chercher à répondre aux goûts supposés du téléspectateur moyen, on finit par interioriser complètement cette manière dérisoire de faire l'actualité qui s'impose à chaque journaliste et à l'ensemble de la profession. Dans le choix des sujets, prédomine le respect des pouvoirs établis et de l'idéologie dominante : on m'avait reproché d'évoquer Tony Blair souriant « toutes dents dehors » ; le travail d'une de mes camarades sur l'analphabétisme en Angleterre a été récusé.

Cela dit, je comprends qu'un journal décide de consacrer toute sa Une à une rencontre sportive alors que la guerre fait rage en Irak ou ailleurs, mais il me paraît inquiétant que l'ensemble de la presse quotidienne fasse le même choix. Dans le dernier numéro du mensuel

Pour Lire Pas Lu, Gilles Balbastre a comparé la place accordée à l'affaire Imbert et celle accordée au budget de la France. L'affaire judiciaire occupait la première place, et le budget était relégué à la cinquième.

■ Royaliste : Comment s'explique le grégarisme...

François Ruffin : Dans l'ouvrage remarquable qu'elle a consacré à l'affaire du petit Grégory (1), Laurence Lacour décrit les journalistes qui suivent l'enquête comme un « troupeau » dont elle ne s'exclut pas, comme une « meute » qui a alimenté le feuilleton médiatique pendant des mois - chaque journaliste cherchant à en rajouter sur ses confrères : « si mon concurrent n'avait pas écrit cinq cents papiers, jamais je n'en aurais écrit quatre cent quatre-vingt-dix-sept, il fallait suivre... », écrit-elle.

Dans le comportement grégaire, deux mécanismes sont à l'œuvre :

- il y a l'effet d'entraînement de la dépêche reprise à la radio, dont l'écoute crée un sujet télévisé qui est traité ensuite par la presse écrite : l'information vraie (90 % du total) circule aussi vite que l'information fautive (par exemple, voici un an, celle du bagagiste de Roissy présenté comme un intégriste et un terroriste) ;

- il y a l'effet d'amplification volontaire d'un sujet, dont on sait d'expérience qu'il va faire de la mousse, par exemple la mort d'une vedette. Les estimations que l'on fait sur les réactions des confrères aboutissent à un résultat identique : le sujet est partout traité sous les mêmes angles et on lui donne partout le même volume.

■ Royaliste : Quelles sont vos conclusions ?

François Ruffin : L'actualité est un phénomène socialement construit, alors que les journalistes vivent cette fabrication comme si c'était une évidence. Le public se voit imposer une certaine vision du réel, où les aléas météorologiques ont plus d'importance que les problèmes économiques et sociaux.

Propos recueillis aux Mercredis de la NAR

(1) Laurence Lacour - « *Le Bâcher des innocents* », Plon, 1993.

François Ruffin - « *Les petits soldats du journalisme* », Les Arènes, prix franco : 17 €.



Homère

Pour les poètes, les philosophes, les anthropologues, Homère est inépuisable. Il est l'indispensable compagnon du quidam qui voyage en Grèce et du familier des côtes et des îles de la Méditerranée. Ce modeste lecteur placera aussi dans son sac le numéro que le *Magazine littéraire* (1) a consacré à Ulysse.

On y retrouve avec plaisir des historiens de la Grèce (François Hartog, Pierre Carlier), l'anthropologue Jean Cuisenier, Paul Veyne, le poète Philippe Jaccottet qui traduit *l'Odyssée*, le philosophe Marcel Conche auteur d'un ouvrage sur Homère que nous avons apprécié (2) pour qui Ulysse est l'homme de la réflexion, celui avec qui « l'homme grec prend conscience de la puissance de la pensée ».

Chacun à sa manière, les collaborateurs du *Magazine littéraire* incitent à relire *l'Odyssée* - ne serait-ce que pour retrouver la dimension proprement humaine de l'aventure : Ulysse est l'homme qui va de l'avant, de naufrage en naufrage, de digressions en dispersions, toujours désireux de retrouver son rivage familier. Retour vers l'origine mais sans enfermement dans l'origine car le désir est inextinguible comme l'écrivait Vladimir Jankélévitch dans une méditation sur la nostalgie qui aurait mérité d'être reprise dans ce numéro.

Y. LANDEVENEC

(1) *Magazine littéraire* : Homère, Les métamorphoses d'Ulysse, N° 427 - Janvier 2004, 5,35 €.

(2) Marcel Conche, « Essais sur Homère », PUF, 1999, prix franco : 20 €.

Quand un ultra-libéral vient à défendre des thèses altermondialistes...

Il est des conversions surprenantes et bien involontaires en ce début d'année 2004. Un universitaire américain, Jagdish Baghwati, vient de publier aux États-Unis un livre en défense de la mondialisation (1) qui se conclut en reprenant quelques préceptes chers aux altermondialistes.

Cet ouvrage, qui bénéficie de la promotion des milieux conservateurs, apparaît paradoxal à bien des égards et illustre la crise intellectuelle traversée par les soutiens du président Bush.

Tout s'annonce pourtant bien : un auteur reconnu (2) qui écrit un livre au titre vigoureux chez un éditeur prestigieux. La lecture de l'ouvrage s'achève pourtant en laissant une impression de profond malaise.

Comme beaucoup d'économistes, Jagdish Baghwati veut réécrire l'histoire économique de ces dernières décennies. Il pêche malheureusement par omission lorsqu'il aborde les cas exemplaires à ses yeux que sont l'Inde et la Chine qu'il considère comme des modèles de la réussite d'une économie globalisée. S'il existe bien une corrélation entre l'ouverture de ces deux pays au commerce extérieur et à l'investissement étranger avec l'augmentation des taux de croissance et la diminution des taux de pauvreté, Baghwati omet de préciser que l'internationalisation de ces deux économies s'est faite progressivement en s'appuyant sur des exportations de produits manufacturés et de services. Mission impossible pour beaucoup de pays pau-

vres qui ne peuvent exporter qu'une partie de leur production agricole ou de matières premières, faute de pouvoir se doter d'un potentiel industriel dans une économie globalisée. Même des pays pétroliers comme l'Iran ou l'Algérie en ont fait la cruelle expérience durant ces trois dernières décennies.

Pour combattre l'argumentation relative à la disparition de beaucoup d'emplois non qualifiés dans les pays riches en raison des importations à bas coût en provenance des pays en voie de développement, notre universitaire prend l'exemple du secteur de la confection aux États-Unis pour soutenir que les prix moyens n'y ont pas baissé sur la dernière décennie malgré les importations massives intervenues. Cette approche apparaît pourtant bien contestable : il met dans le même sac, si l'on peut dire, et sans pondération aucune, la haute couture et les sous-vêtements en provenance du sud-est asiatique dont les prix ont évolué de manière radicalement opposée. Une argumentation micro-économique plus fine aurait été plus convaincante mais plus difficile à tenir par Baghwati.

Sa thèse sur la libre circulation des capitaux comme facteur de stabilité de l'économie mondiale surprend encore

plus : lorsqu'il réfléchit sur les crises financières des deux dernières décennies notamment dans le sud-est asiatique, il ne relève pas que l'Indonésie, pays dont l'économie est totalement ouverte, a plus souffert que la Malaisie qui dispose pourtant d'un dispositif réglementaire de lutte contre les fuites de capitaux. On peut ainsi multiplier les omissions coupables.

Sa conclusion apparaît complètement paradoxale dans un tel contexte : il suggère plusieurs réformes chères aux altermondialistes. Il propose, par exemple, des prêts à taux faible à l'initiative de la banque mondiale destinés aux pays pauvres, une taxe rétroactive sur les émissions polluantes des pays industriels destinée à être reversée à un fonds pour le développement ainsi qu'une charte sociale et environnementale imposée aux multinationales qui disposent de filiales dans les pays en voie de développement. On croit rêver...

Jacques DUCONSEIL

(1) Jagdish Baghwati - « In Defense of Globalisation », Oxford University Press, 2004, 320 p.

(2) Jagdish Baghwati est professeur à l'université de Columbia après avoir été notamment haut-fonctionnaire du GATT et économiste en Inde, son pays d'origine.

Internautas !

Communiquez-nous votre adresse électronique : nous vous ferons parvenir nos dépêches d'information.

Être juif

Trois livres, sur mon bureau, ne cessent de me « harceler » depuis plusieurs semaines. Tous trois concernent la condition juive et, malgré leurs factures très différentes, interviennent de la façon la plus intempestive dans notre actualité nationale et internationale. Laissons ici la question israélo-palestinienne qui est l'objet de notre constante attention pour revenir un instant sur notre débat français sur la laïcité. Mesure-t-on exactement ce que signifie, en régime de neutralité philosophico-religieuse, l'étude des grandes traditions spirituelles que l'Éducation nationale veut promouvoir, à la suite des heureuses initiatives de notre ami Régis Debray ? Qu'il y ait une difficulté épistémologique n'est que trop certain, puisqu'il ne s'agit pas de faire de la théologie à l'école publique. Mais il y a aussi un défi singulier qui consiste à apprécier l'importance historique du fait religieux, avec sa signification hier et aujourd'hui. Dieu en se révélant dans l'histoire, la surdétermine en quelque sorte et lui offre des enjeux qui l'investissent d'un sens, immanent et transcendant, de telle sorte qu'elle ne saurait humainement connaître de fin. La question de la fin de l'histoire, cette étrange idée hégelo-kojevienne, ne saurait se comprendre que d'une aventure humaine qui se terminerait avec la satisfaction de désirs d'ordre quantifiables ainsi que d'une liberté *satisable*. Que l'homme soit un *animal religieux* en rend impossible la réalisation. Et bien plus encore, que Dieu ait choisi ce même homme comme interlocuteur investit son devenir d'un poids de mystère inépuisable.

Qu'est-ce que l'*être juif*, sinon l'intrusion dans le temps d'une alliance divino-humaine qui leste d'une responsabilité sans fond un tout petit peuple, ridicule si on le compare aux empires gigantesques qui l'enserrent. Mais ces empires ont, depuis longtemps, disparu. Le tout petit peuple non seulement survit mais il a renoué avec sa terre d'origine, créant ainsi le conflit que l'on sait. Plus encore, sa seule constance constitue un défi métaphysique d'autant plus grave qu'il s'affirme après qu'une haine diabolique se fut acharnée sur lui, en voulant l'effacer de la surface de la terre. On n'est pas héritier banal d'une affaire aussi poignante, même s'il arrive qu'on s'en montre contrarié jusqu'à dénoncer cette enceinte carcérale dans laquelle le seul fait d'être juif vous a enfermé à jamais. Face à une telle réalité historico-métaphysique, on réagit très différemment, si on s'appelle Jean Daniel, Jean-Claude Milner ou le regretté Benny Levy.

De ce dernier je ne saurais pour le moment analyser le beau testament spirituel, sauf à le saluer, en disant combien le souvenir de l'homme m'émeut. Je ne l'ai rencontré qu'une seule fois, brièvement, lors d'un hommage à Maurice Clavel où son témoignage singulier ouvrait à une dimension inattendue du moment gauchiste. Benny Levy restera celui

qui a ouvert Jean-Paul Sartre à l'*être juif* que le philosophe rejetait par préjugé et par présomption athée. C'est que le jeune dirigeant maoïste avait recouvré l'énigme de sa naissance qui le conduirait, jusqu'à la fin, à se concentrer sur l'étude du judaïsme conçue, comme « nécessité d'exister dans l'absolu ».

Jean Daniel est très loin de se reconnaître dans une telle disposition intérieure. Ce n'est pas seulement à cause de son agnosticisme – d'ailleurs très particulier, parce qu'on pourrait parler aussi à son endroit d'être ardemment religieux, tenté également par le christianisme. Nullement indifférent à l'élection du peuple juif, il ne cesse d'osciller sur sa signification : « Or, comme Spinoza, je n'arrive pas à croire vraiment, complètement, que le peuple juif, malgré le miracle de sa pérennité, soit l'unique témoin de l'humanité, ainsi que le seul instrument de la divinité. Et quand, d'aventure, entraîné par le lyrisme des grands textes juifs ou chrétiens, d'Isaïe à Claudel, de Maimonide à Jean de la Croix, je me laisse persuader que le rôle du peuple juif est à la fois prédestiné et privilégié, je n'accepte pas qu'il soit seul à l'être, et je refuse surtout qu'il se comporte comme si, sous le prétexte qu'on le persécute quoi qu'il fasse, il pouvait s'abandonner à faire ce que bon lui semble, en bien ou en mal. Comme si, au nom de son élection – ou de sa malédiction – il pouvait s'octroyer une morale différente de celle des autres. »

On saisit combien cette distance critique peut parfois aller jusqu'à une vive interpellation du gouvernement israélien et au refus d'une adhésion les yeux fermés à toute solidarité juive. Mais elle n'empêche pas une curiosité sans borne, un intérêt illimité pour cette question indéracinable, qui est celle d'une vocation qui n'est spécifique que dans l'excellence et jamais dans la différence et la supériorité. De ce point de vue, son livre *La Prison juive* est non seulement attachant, il contient des pages d'une force peu commune, mais sa conclusion est magnifique avec son refus de renoncer à ce que Jérusalem ne soit pas la petite lumière d'espérance, qui fasse rêver l'humanité entière.

C'est peu dire que la sagesse du directeur du *Nouvel Observateur* a peu à voir avec le radicalisme de Jean-Claude Milner. À certains égards le réquisitoire de Milner contre l'Europe accusée de penchants criminels à l'égard des juifs le révolte. Pareil absolutisme lui est étranger. J'avouerai, pour ma part, qu'en désaccord sur des points importants avec l'auteur, je suis néanmoins ébranlé par sa démonstration de penseur de grande classe. Est-il vrai qu'Hitler a fait un cadeau à l'Europe moderne en tuant les millions de juifs du Yiddishland ? L'accusation est terrible. On peut la réfuter avec les meilleurs arguments. Je ne suis pas sûr qu'elle ne continue pas à poursuivre nos contemporains. Si tout est permis, si plus aucune limite ne s'oppose au désir illimité et tout puissant des hommes, jusqu'à récuser leur propre statut d'homme, oui il est tragiquement vrai que « l'antijudaïsme sera la religion naturelle de l'humanité à venir ».

■ Benny Levy - « *Être juif* », Verdier, prix franco : 13 €.

■ Jean Daniel - « *La Prison juive* », Odile Jacob, prix franco : 23 €.

■ Jean-Claude Milner - « *Les penchants criminels de l'Europe démocratique* », Verdier, prix franco : 13 €.

par Gérard Leclerc



Farah Pahlavi

Les Mémoires que Farah Pahlavi, la Chahbanou, livre à la postérité révèlent une femme de cœur avec une tête politique. Un témoignage pour l'histoire.

Si elles commencent comme un conte des Mille et une nuits, avec un mariage inattendu, et se poursuivent avec un couronnement fastueux (« cette couronne effaçait des siècles d'humiliation... elle affirmait, solennellement, l'égalité de l'homme et de la femme »), les mémoires de Farah Pahlavi sont tout sauf une histoire à l'eau de rose. Et pas seulement parce que le Chah et Farah ont eu leur lot de lourdes responsabilités et d'épreuves ; pas seulement parce que l'histoire se termine - mais est-elle achevée ? - par l'exil et la mort du souverain. Disons-le d'emblée, Farah apporte la preuve qu'elle a appris son métier de reine, auquel il ne semblait pas qu'elle fut destinée, et qu'elle demeure consciente de ses responsabilités au-delà du pas-

sage de témoin à son fils Reza.

Farah Diba naît dans une famille de la bourgeoisie iranienne marquée par une culture traditionnelle, mais qui a su intégrer des éléments du mode de vie occidental. Jeune fille sage mais sans complexes, elle fait ses études à l'école Jeanne d'Arc de Téhéran, puis au lycée français Razi qui est mixte. Dans la famille, les femmes sont instruites et sa mère ne veut pas d'un mariage arrangé pour Farah. Cultivée, elle aime les poètes et les écrivains persans. Ferdowsi et son *Livre des rois*, épopée des fondateurs de l'Iran (la Perse), sont pour elle comme pour tous les petits Iraniens, une leçon d'histoire et de politique. Les circonstances, totalement imprévues, qui feront de Farah l'épouse du Chah sont décrites

avec pudeur et simplicité. Tout comme la période durant laquelle cette toute jeune femme doit trouver ses marques dans son nouveau rôle de souveraine.

Il semble qu'elle ait vite compris la problématique de son royal époux. Elle savait combien le père de celui-ci, Reza Khan, admirateur de Mustafa Kemal Atatürk, avait été obsédé par la nécessité de moderniser - d'occidentaliser - l'Iran. Obsession dont héritera son fils. A cet égard, les *Mémoires* de Farah sont un véritable plaidoyer pour la politique du Chah. Seules une trentaine de lignes sont consacrées au « rigorisme fruste de certains agents de la Savak ». Il est vrai qu'au commencement du règne le pays connaissait un taux record d'analphabétisme et que 95 % des terres arables étaient entre les mains des grands propriétaires, spécialement du clergé chiite... Comment assurer le développement du pays dans ces conditions ? La « révolution blanche » menée par le Chah va bousculer beaucoup de coutumes... et beaucoup d'intérêts. « L'alliance maudite du rouge et du noir » va s'opposer aux réformes. Alliance contre nature des communistes du Tudeh et des mollahs. Farah rappelle le souci constant du Chah pour la grandeur et l'indépendance de l'Iran (il n'oubliera jamais la volonté hégémonique des Soviétiques et des Anglais sur le pays). Cette

marche forcée vers le modernisme sera, on le sait, fatale. Le Chah avait prévu que la transition démocratique reviendrait à son fils.

Farah écrit : « combien de temps fallut-il à la France, à partir de 1789, ou aux États-Unis, pour entrer dans les eaux calmes de la démocratie ?... Et on demandait à l'Iran de passer sans transition du Moyen-Âge au raffinement démocratique de l'Europe contemporaine... Dans ce contexte, il me sembla que ma mission devait être celle d'une ambassadrice de bonne volonté entre les attentes de certains et le roi ». Le Chah perdit sa course contre le temps. Alors, commença la longue errance de l'exil : Égypte, Maroc, Bahamas, Mexique... Si beaucoup de « grands » de ce monde tournent le dos, quelques souverains, Baudouin et Fabiola ou Siméon de Bulgarie... envoient des messages de sympathie. Le comte de Paris et Umberto d'Italie rendent visite au Chah à Marrakech. De ces fidélités, de celle, indéfectible, du président Sadate et de son épouse Jehan, Farah se souvient.

Tout comme elle se souvient de la longue marche du Chah vers la mort. Et du rôle médiocre ou obscur que la médecine américaine va jouer, notamment dans sa rivalité avec les médecins mexicains ou français. Dès lors il reviendra à Farah de garder le contact avec les mouvements de résistance au régime en place à Téhéran, puis de passer le témoin à son fils Reza pour qui « ... la monarchie espagnole est un exemple qu'il aime citer lorsqu'il évoque l'avenir de l'Iran ». Ce livre est celui d'une femme aimante et d'une mère attentionnée. Mais il est avant tout celui d'une souveraine dotée d'un réel sens politique. Quoi qu'il advienne, ses *Mémoires* constituent un témoignage pour l'histoire.

Alain SOLARI

□ Farah Pahlavi - « Mémoires », Éditions XO, prix franco : 22,50 €.



Voici, conçue à la manière d'un journal écrit au quotidien, la chronique d'un règne inachevé.

Éphémérides et index détaillé complètent cet album 19x24 cm très abondamment illustré.

Prix franco : 19 €

MESSE LOUIS XVI

La messe traditionnelle pour le repos de l'âme de Louis XVI aura lieu le **mercredi 21 janvier à 12h15** en l'église Saint Germain l'Auxerrois, 2 place du Louvre, 75001 Paris.

Comme tous les ans, nous ferons une vente de *Royaliste* à cette occasion et faisons appel aux bonnes volontés pour l'assurer.

A l'issue de la messe, un repas amical dans un restaurant voisin rassemblera ensuite amis et sympathisants de la NAR autour d'Yvan Aumont, Gérard Leclerc et Bertrand Renouvin.

ATTENTION : le restaurant n'est pas le même que les autres années. Se renseigner auprès des vendeurs.

François PERROUX

Une « Journée d'études François Perroux » aura lieu le **vendredi 23 janvier**, à Bordeaux, à l'Université Montesquieu, avec la participation de nombreux chercheurs et universitaires.

Bertrand Renouvin a été invité à participer à la table ronde finale sur le thème « *Quelle place pour l'Europe dans l'articulation entreprise / État-nation / mondialisation ?* ».

CONGRÈS

Le Congrès annuel de la NAR se tiendra les 27 et 28 mars 2004. Rappelons que **tous les adhérents de la NAR** peuvent participer au travail des commissions (le 27 mars). Les thèmes retenus pour cette année sont, d'une part, « *La construction européenne* » et, d'autre part, « *La politique de l'énergie* ». Merci de noter cette date sur vos agendas.

Communiquer avec la N.A.R.

- ✓ Adresse postale : 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris
- ✓ Adresse électronique : NouAcRoyal@aol.com
- ✓ Site internet : <http://www.multimania.com/royaliste>
- ✓ Téléphone : 01.42.97.42.57
- ✓ Télécopie/répondeur : 01.42.96.05.53
- ✓ Règlements à l'ordre de : **Royaliste - CCP 18.104.06.N Paris**

MERCREDIS DE LA NAR

♦ A Paris, chaque mercredi, nous accueillons nos sympathisants dans nos locaux (17, rue des Petits-Champs, Paris 1^{er}, 4^e étage) pour un débat avec un conférencier, personnalité politique ou écrivain.

♦ La conférence commence à 20 heures très précises (accueil à partir de 19 h 45 - Entrée libre, une participation aux frais de 1,50 € est demandée), elle s'achève à 22 h. Une carte d'« abonné des mercredis » annuelle (8 €) permet d'assister gratuitement à toutes les conférences et de recevoir chaque mois le programme à domicile.

♦ Après la conférence, à 22 heures, un repas amical est servi pour ceux qui désirent poursuivre les discussions (participation aux frais du dîner 5 €).

● **Mercredi 21 janvier :** Nous commentons depuis plus de vingt ans l'œuvre anthropologique et sociologique de Georges Balandier, souvent accueilli à nos réunions du mercredi et dont les ouvrages sont régulièrement présentés dans les colonnes de *Royaliste*. Comme il le raconte dans son plus récent ouvrage (cf. notre critique dans *Royaliste* n° 817) notre invité a construit son œuvre dans l'étude de terrain (l'Afrique urbanisée), dans le débat avec les plus grands chercheurs de seconde moitié du XX^e (Claude Lévi-Strauss, Louis Dumont...), sans négliger l'engagement (dans la Résistance) et la pratique politique puisqu'il fut membre du cabinet de Pierre Mendès-France.

En rupture avec l'ethnologie classique, **Georges BALANDIER** a fondé l'anthropologie politique et publié plusieurs ouvrages indispensables sur la sociologie d'une modernité confrontée à ses impasses. D'où la question que nous lui avons

posée : « **Comment refonder le politique ?** » face aux illusions technicistes et aux diverses formes de passéisme.

● **Mercredi 28 janvier :** Explorateur méthodique des marginalités politiques, **Christophe BOURSEILLER** réussit à être considéré comme un historien scrupuleux de l'extrême gauche et à faire référence dans les milieux qu'il décrit - où pourtant le sectarisme et la paranoïa ne sont pas des menaces imaginaires ! Nous l'avions écouté avec plaisir et intérêt raconter l'histoire des maoïstes français, des situationnistes et, récemment, celle de Lutte ouvrière (cf. *Royaliste* n° 818).

Son nouvel ouvrage est consacré à « **L'histoire de l'ultra gauche** », groupusculaire et partant méconnue mais qui a cependant son importance dans le débat intellectuel et dans la vie culturelle de notre pays. Nous découvrirons ou retrouverons les marxistes conseillistes, les communistes libertaires, les fidèles de Rosa Luxembourg. Tous s'opposèrent aux communistes staliens, un groupe sombra dans le négationnisme mais des intellectuels éminents prirent leur essor dans des revues confidentielles - tel Cornelius Castoriadis.

● **Mercredi 4 février :** A trois reprises, au cours de la précédente décennie, les grands médias tournèrent leurs micros et leurs caméras vers l'Albanie : quand le pays se libéra du communisme, quand il sombra dans le chaos à la suite d'un énorme scandale financier, et au moment de la

guerre du Kosovo. Mais les souffrances et les espoirs du peuple albanais n'ont jamais fait l'objet d'une attention suivie.

Pourtant, l'Albanie est une terre d'Europe, l'une de ses très anciennes nations historiques qui a engendré une culture singulière révélée à la France et au monde par Ismaïl Kadaré. C'est un État appelé à participer à la construction de la grande Europe continentale - aujourd'hui confronté à de graves difficultés économiques et politiques. Pour nous autres royalistes, c'est aussi le pays qui a fini par accepter le retour du roi Leka, qui semblait condamné à un interminable exil.

Nous sommes donc heureux de consacrer une soirée à « **La dynamique albanaise** ». Elle sera animée par **Suleman GJANAJ**, secrétaire pour les Relations extérieures du Parti (royaliste) de la Légalité et elle réunira plusieurs amis albanais - dont Zkender Zogu, cousin du roi Leka.

La question de la monarchie royale sera exposée, dans la perspective du développement de la nation albanaise et de sa participation aux affaires européennes : belle occasion de découvrir un pays tout proche et de renforcer les liens d'une amitié aussi ancienne que solide.

Pour recevoir régulièrement le programme des « mercredis » et avoir l'accès gratuit à toutes les réunions, prenez une « carte d'abonné » (8 € pour l'année)

Demande de documentation

Si ce journal vous a intéressé, si vous désirez avoir plus de renseignements sur nos idées, nos activités, les livres et brochures que nous publions, remplissez le bulletin ci-dessous **sans engagement de votre part**.

Nom :

Prénom :

Date de naissance : Profession :

Adresse :

Adresse électronique :

désire recevoir, **sans engagement de ma part**, une documentation sur le mouvement royaliste. Bulletin à renvoyer à :

« **Royaliste** », 17, rue des Petits-Champs, 75001 Paris

Déceptions monétaires

Dans le fatras d'une actualité présentée en dépit du bon sens, comment discerner ce qui affecte les citoyens ? Et comment éviter que nos propres jugements ne soient modifiés ou pervertis par les passions militantes ? En ce qui me concerne, ces questions se posent avec une acuité particulière lorsqu'il y a débat sur l'euro.

J'avais annoncé il y a deux ans l'échec du « passage » à la prétendue monnaie européenne, qui fut une incontestable réussite technique. La tentation est forte de souligner tout ce qui pourrait atténuer l'erreur de prévision et de se réjouir des mauvaises nouvelles publiées. Mais il ne s'agit pas d'avoir raison malgré tout, et les échecs monétaires entraînent trop de souffrances pour qu'on puisse s'en féliciter.

C'est pourquoi je veux simplement me faire l'écho des principaux agents de l'idéologie dominante, qui faisaient naguère l'apologie de l'euro (1). Chez eux la déception est immense. Les oligarques de droite et de gauche éprouvent sans doute le même sentiment, qu'ils ne peuvent avouer sans reconnaître du même coup les sacrifices inutiles imposés au peuple dont ils se disent les mandataires.

Quels sont donc ces faits accablants qu'il leur faut admettre ?

L'hostilité de la population à l'euro. Ces journalistes croient dur comme fer aux sondages ; or ils constatent que les Français, comme tant d'autres européens, associent presque unanimement l'euro et la hausse des prix et estiment dans leur majorité que cette monnaie a surtout profité aux marchés financiers. On nous avait pourtant promis l'élimina-

tion de l'inflation par baisse concurrentielle des coûts...

La quasi-stagnation qui frappe la zone euro contraste avec la forte croissance américaine et avec les résultats très honorables des trois membres de l'Union européenne (Royaume-Uni, Suède, Danemark) qui n'ont pas adopté ou qui ont refusé la « monnaie unique ». L'euro devait être un formidable moteur de croissance : tel n'est pas le cas. Au contraire, on avoue que notre



croissance était plus forte avant l'euro que maintenant.

La dépendance de l'euro vis-à-vis du dollar. Dans une première phase, la dévaluation de l'euro, qui gênait les milieux financiers, a permis de rétablir un niveau d'activité convenable dans notre zone monétaire – ce dont le gouvernement Jospin s'était abusivement crédité. Or les experts attitrés nous apprennent que le mouvement de baisse du dollar (-20 % en 2003) nous fait perdre 2 % de croissance annuelle et que l'aggravation de cette tendance nous conduirait à la « catastrophe ».

L'inertie de la Banque centrale européenne ajoute au désarroi général. Le 8 janvier, Jean-

Claude Trichet a annoncé qu'il laissait faire le marché parce que la reprise mondiale compenserait les effets négatifs de l'euro fort auquel il demeure attaché – comme tous ses collègues qui défendent avant tout les grands intérêts financiers. Les commentateurs bien-pensants découvrent ainsi que la Banque centrale étrangle l'industrie et le commerce ; ils se désolent de l'impuissance des gouvernements face à une Banque centrale qu'ils ont voulu indépendante et qu'ils ont vouée à la lutte contre l'inflation. Leur constat est d'autant plus amer que les États-Unis, la Chine et le Japon, nous disent-ils, ont une politique de change alors que l'Union européenne en est dépourvue.

La paralysie de l'Union européenne est le point conclusif de l'ensemble de ces analyses désenchantées. Le pacte de stabilité est mort et le projet de « traité constitutionnel » a avorté...

Ces échecs patents devraient inciter les chefs d'État et de gouvernement européens à définir une politique économique et monétaire complètement maîtrisée. Ils se contentent de préparer une vague relance institutionnelle sur la base de ce qui a déjà échoué, et d'attendre les effets bénéfiques du dynamisme américain. La Commission continuera d'imposer une ultra-concurrence meurtrière et les restrictions budgétaires décidées en France et en Allemagne malgré l'abandon du pacte de stabilité aggraveront le chômage et la pauvreté.

Dans un an, nous entendrons les mêmes lamentations. Que de temps perdu dans cette Europe de l'Ouest encore riche et pleine d'énergies faciles à mobiliser !

Bertrand RENOUVIN

(1) J'utilise, sans recourir à des citations qui seraient trop longues et trop abondantes, les articles publiés dans *Le Nouvel Observateur* (n° 2004, du 15 janvier) et dans *Le Monde* du 10 janvier.